

40 000 signataires contre le projet GNL Québec Un enjeu incontournable de la campagne fédérale, disent les groupes environnementaux et citoyens

Québec, jeudi 5 septembre 2019 - À la veille du déclenchement de la campagne électorale fédérale, une pétition contre le projet *GNL Québec* vient d'atteindre plus de 40 000 signataires d'un bout à l'autre du Québec. Dans un contexte où l'environnement et le climat défraient les manchettes, une dizaine d'organisations citoyennes et environnementales désirent que cet énorme projet de transport et de liquéfaction de gaz naturel fossile s'impose comme enjeu incontournable de l'élection fédérale.

Pour *Nature Québec*, la *Coalition Fjord*, le collectif *abitibien Gazoduq*, *parlons-en!*, *l'Action boréale*, *Équiterre*, *Greenpeace Canada*, *Eau Secours*, la *Fondation David Suzuki*, la *SNAP Québec*, *WWF Canada*, la *Fondation Coule pas chez nous*, le *Mouvement écocitoyen UNEplanète* et le *Pacte pour la transition*, il est impératif que toute formation qui aspire à prendre le pouvoir le 21 octobre prochain clarifie sa position sur cet enjeu auprès des électeurs durant la campagne.

Des impacts intimement liés aux compétences fédérales

Le projet *GNL Québec*, qui vise à exporter du gaz naturel de l'Ouest canadien vers les marchés européens et asiatiques, prévoit un pipeline de 780 km, appelé *Gazoduq*, qui traverserait le Québec de l'Abitibi au fjord du Saguenay. Il inclut également l'usine *Énergie Saguenay*, où le gaz de l'Ouest serait liquéfié avant d'être transbordé dans des superméthaniers qui traverseraient le seul refuge acoustique protégé du béluga du Saint-Laurent avant de rejoindre le fleuve et l'Atlantique.

Pour les organismes, les impacts prévus de ce projet touchent aussi des compétences fédérales et constituent des enjeux sur lesquels les partis doivent se prononcer.

Ils rappellent notamment que le projet éloignerait encore plus le Canada de sa cible de l'*Accord de Paris* puisqu'il générerait 7,8 millions de tonnes de gaz à effet de serre (GES) par an, en comptabilisant uniquement les rejets attribuables à l'extraction, au transport par pipeline et à la liquéfaction du gaz. Le voyage annuel d'environ 160 superméthaniers dans le fjord du Saguenay menacerait aussi la survie du béluga du Saint-Laurent, une espèce désignée en voie de disparition par la *Loi canadienne sur les espèces en péril* (LEP). Le projet présente en outre des enjeux

importants touchant le consentement des communautés autochtones concernées par le trajet du pipeline.

Les organismes font valoir que le futur gouvernement du Canada devra se prononcer sur l'acceptabilité du projet au terme des processus d'évaluation fédérale qui visent présentement ses deux composantes, soit le pipeline *Gazoduq* et l'usine de liquéfaction *Énergie Saguenay*, en plus des impacts liés au transport par méthanières.

Citations

« Ce projet pose de réels enjeux pour la biodiversité et le climat. Déjà, *Pêches et Océans Canada* s'est montré préoccupé des impacts sur le béluga du Saint-Laurent. Nous, on demande légitimement aux partis et à leurs candidats de se prononcer contre ce projet mortifère et nous dire ce qu'ils vont faire à ce sujet s'ils sont élus le 21 octobre prochain ».

- **Christian Simard**, directeur général de Nature Québec

« Le projet GNL est inadéquat pour l'habitat du béluga et inadéquat pour le climat. Construisons ensemble dès maintenant l'économie de demain. »

- **Alain Branchaud**, directeur général de la *Société pour la nature et les parcs du Canada section Québec* (SNAP Québec).

« GNL Québec affirme que le gaz naturel qu'elle exporte servira à réduire les émissions de GES ailleurs dans le monde en remplaçant du charbon. Pourtant, étant donné la montée du solaire et de l'éolien à des prix compétitifs sur les marchés visés, il est probable que le projet déplace des énergies renouvelables et contribue à augmenter les GES. Dans un contexte de crise climatique, ce projet n'est pas logique. »

- **Caroline Brouillette**, chercheuse sénior en changements climatiques, Équiterre

« Nos belles régions du Nord-du-Québec, aux richesses naturelles déjà abusivement exploitées, méritent mieux que de se pervertir en complices des énergies fossiles sales des Prairies canadiennes. La réalité, c'est qu'une multinationale s'oppose à la protection de notre territoire et souhaite sa destruction en divisant les populations locales. C'est fini ce temps-là, on mérite mieux que ça. »

- **Rodrigue Turgeon**, cofondateur du collectif *Gazoduq, parlons-en!*

« Le Canada est un cancre mondial en matière de climat et *GNL Québec* empirerait la situation en augmentant encore davantage nos rejets de gaz à effet de serre. La population canadienne a le droit de savoir comment les partis qui veulent former le prochain gouvernement canadien se situent sur ce projet d'un autre siècle. »

- **Carole Dupuis**, *Mouvement écocitoyen UNEplanète*

« L'Action boréale, en collaboration avec les communautés Anicinapek qui habitent l'Abitibi depuis des millénaires, malgré des moyens limités, utilisera toutes les stratégies disponibles pour empêcher le passage du pipeline sur le territoire de l'Abitibi. Aucun compromis n'est envisageable afin de protéger ce qui reste d'héritage aux générations futures. »

- **Henri Jacob**, président de l'*Action boréale*.

« Plusieurs communautés autochtones sur le trajet s'opposent au passage d'un corridor énergétique sur leur territoire de chasse traditionnel. Ce type de corridors facilite la circulation des prédateurs et amenuise les bases de subsistance de celles et ceux qui dépendent du territoire. À l'heure où le Canada reconnaît le génocide sur les Premiers Peuples, il doit empêcher les projets extractifs qui le perpétuent.»

- **Pascal Bergeron**, *Fondation Coule pas chez nous*

«Avec votre permission, je voudrais citer cette jeune femme qui s'est imposée depuis un an comme l'une des grandes autorités morales de notre époque: Greta Thunberg. Elle dit: « *Tout continue comme si de rien n'était. Je ne comprends pas cela: car si les émissions de carbone doivent s'arrêter, alors nous devons arrêter les émissions de carbone.*» Point à la ligne. Le projet de gazoduc GNL Québec vient en rajouter. Non merci.»

- **Dominic Champagne**, *Le Pacte pour la transition*

« En 2019, si on prend l'urgence climatique au sérieux, on ne construit pas un port méthanier. En 2019, si on prend la biodiversité au sérieux, on ne fait pas passer des bateaux-citernes entre les quelques bélugas qui restent. Heureusement, 40 000 concitoyens l'ont compris. Nous demandons aux gouvernements d'en faire autant ».

- **Karel Mayrand**, directeur de la *Fondation David Suzuki pour le Québec*.

« La construction du pipeline gazier qui traverserait le Québec impliquerait de nombreux franchissements de rivières et de milieux humides. En effet, le corridor à l'étude comprend 20 400 km de cours d'eau! Tout ça pour transporter du gaz issu majoritairement de la fracturation hydraulique, une technique non conventionnelle d'extraction d'hydrocarbures qui contamine les sources d'eau potable. Pour protéger

l'eau ici et ailleurs, il faut dire non à ce projet ».

- **Alice-Anne Simard**, directrice générale d'Eau Secours.

« L'appui de 40 000 personnes contre GNL démontre clairement que la population appuie nos revendications, revendications aussi appuyées par le monde scientifique au Québec»

- **Adrien Guibert-Barthez**, porte-parole de la Coalition Fjord

«Les récents records de chaleur, feux de forêt et inondations devraient rappeler aux partis fédéraux que nous sommes en urgence climatique. Augmenter la production et l'exportation du gaz produit par fracturation n'a tout simplement pas sa place alors que la science exige de couper les émissions mondiales de CO2 de moitié d'ici 2030. Si les partis sont sérieux dans leurs prétentions vertes, ils n'ont pas d'autres choix que de s'opposer à ce projet qui menace le climat et la biodiversité. Tous les partis et nos institutions devraient être sur la même page d'une vision holistique qui permet à tout le monde de tendre rapidement vers une transition juste à savoir un *New Deal Vert*. »

- **Patrick Bonin**, responsable de la *campagne Climat-Énergie à Greenpeace Canada*.

-30-

Pour voir la pétition : <https://www.non-gnl-quebec.com>

Pour renseignement :

Gabriel Marquis

Responsable des communications chez Nature Québec

581-307-8613

Gabriel.marquis@naturequebec.org

